

La Résistance en Champagne-Ardenne

par Jean-Pierre HUSSON, CRDP de Champagne-Ardenne
 Directeur de la collection « Histoire en Mémoire 1939-1945 »

Ce texte est la version longue de l'article « La Résistance en Champagne-Ardenne » à paraître dans le Dictionnaire historique de la Résistance - Résistance intérieure et France libre, édité par Robert Laffont dans la collection « Bouquins », sous la direction de Christine LEVISSE-TOUZÉ, François MARCOT et Bruno LEROUX.

En l'absence de travaux de synthèse portant sur l'ensemble de son territoire, et dans l'attente de l'aboutissement des recherches menées dans le cadre du projet AERI de cédéroms départementaux, il est difficile de cerner précisément les contours de la Résistance en Champagne-Ardenne et d'y dégager une spécificité régionale.

À l'époque de la Seconde Guerre

mondiale, les quatre départements des Ardennes, de la Marne, de l'Aube et de la Haute-Marne rassemblés aujourd'hui dans la région Champagne-Ardenne, constituent un territoire à dominante rurale, peuplé seulement d'un peu plus d'un million d'habitants. Ce territoire, qui s'étire sur 400 kilomètres de la frontière belge au nord, jusqu'aux confins de la Bourgogne et de la Franche-Comté au sud-est, englobe des espaces très contrastés : au centre, la Champagne crayeuse, paysage de champs ouverts et d'habitat groupé ; à la périphérie, l'Argonne, les plateaux ardennais et haut-marnais offrant une vaste couverture forestière plus propice à l'implantation de maquis, avec dans les vallées, une vieille tradition métallurgique et ouvrière. Région carrefour, elle est située

sur l'axe routier et ferroviaire reliant Paris à l'Allemagne, enjeu géostratégique renforcé par la présence de trois camps militaires importants (Suippes, Mourmelon, Maily) investis par la Wehrmacht. Elle est traversée par les routes d'évasion et elle est survolée par les bombardiers alliés. Outre le renseignement, l'activité des réseaux est donc prioritairement tournée vers la prise en charge des prisonniers évadés d'Allemagne et des aviateurs alliés abattus par la Flak, puis le sabotage des moyens de communication.

Le manque d'unité résultant de son étirement dans l'espace est amplifié par le cloisonnement en zones issu de la défaite de 1940, les velléités de la politique régionaliste de Vichy, et les contraintes du découpage en régions de la Résistance :



Le monument des Manises à Revin dans les Ardennes © Jean-Pierre Husson

En juin 1944, dans le cadre de la mission « Citronnelle », Jacques Paris de Bollardière, alias « Prisme », est parachuté près de Mourmelon dans la Marne, avec son radio et un officier américain. Il est chargé de rejoindre et de prendre le commandement du maquis des Manises constitué d'environ 300 hommes rassemblés sur les hauteurs de Revin dans les Ardennes. Dans la nuit du 12 au 13 juin, les troupes allemandes encerclent ce maquis et capturent 106 jeunes qui sont exécutés sur place.

son territoire est cloisonné en zone occupée proprement dite (Marne, Aube), zone réservée (moitié orientale de la Haute-Marne) et zone interdite (Ardennes au nord de la rivière Aisne), ce qui ne facilite pas les liaisons interrégionales ; la région de Châlons créée par Vichy, englobe l'Aube, la Marne et la Haute-Marne à l'exclusion des Ardennes ; en ce qui concerne la Résistance, la Marne et les Ardennes sont rattachées à la région C, l'Aube à la région P, la Haute-Marne à la région D.

L'ampleur de l'exode de mai-juin 1940, le choc de la défaite, la lenteur du retour en particulier dans la zone interdite, au nord de la rivière Aisne, les contraintes de l'occupation, un mélange contradictoire de ressentiment anti-allemand et de pacifisme résigné liés au souvenir douloureux de la Première Guerre mondiale dont ces départements portent encore les stigmates, l'accommodement avec l'occupant cautionné par l'habile préfet régional et préfet de la Marne, René Bousquet, avec l'appui des notables, l'ampleur de la répression anticommuniste et un attachement assez massif au vainqueur de Verdun, le maréchal Pétain, expliquent l'attentisme de la plus grande partie de la population et l'isolement des résistants jusqu'en 1942-1943.

En 1940-1941, l'engagement dans la Résistance correspond à un réflexe patriotique de personnes isolées, générant des actions individuelles, spontanées, inorganisées. Les centres d'impulsion sont dispersés, les premiers mouvements sont rapidement démantelés par la répression.

L'éventail des organisations qui s'implantent et se développent en 1942 est très large, et leur influence varie d'un département à l'autre. L'Organisation civile et militaire (OCM) est surtout présente dans les Ardennes et dans la Haute-Marne à Chaumont et Langres, Ceux de la Résistance (CDLR) dans la Marne, Ceux de la Libération (CDLL) dans l'Aube. Les groupes de Résistance Fer, bien implantés dans les différents dépôts SNCF, jouent un rôle très important dans le renseignement, le transport et la diffusion de la presse clandestine, le sabotage.

L'adhésion à un mouvement dépend davantage de sa proximité géographique

et des circonstances que d'appartenances sociologiques ou politiques. Cependant, les résistants syndicalistes, socialistes et communistes se retrouvent essentiellement à Libération-Nord (Libé-Nord), dont un des cofondateurs est Christian Pineau, originaire de Haute-Marne, et au Front national de lutte pour l'indépendance de la France, mouvements bien implantés dans les villes et les secteurs industriels.

La Résistance champardennaise ignore les frontières départementales intra et extra-régionales : l'Aubois, Georges Wauters, chef régional CDLL, installe en 1942 dans la Marne ce mouvement que le commandant Derrien parti de la Marne fait renaître dans les Ardennes en 1944 ; le réseau d'évasion Possum dirigé par un officier belge, Potier, tisse ses ramifications de la Belgique à la Picardie et à Paris en passant par les Ardennes et l'ouest marnais. Les maquis de l'Argonne marnaise et ardennaise sont en relation avec ceux de la Meuse, les maquis hauts-marnais avec ceux des Vosges et de Haute-Saône. Le Rémois, Raymond Guyot, chef régional de Libé-Nord, plante ce mouvement dans le sud aubois. Les responsables du Front national et de son organisation armée, les Francs-tireurs et partisans (FTP) viennent souvent d'autres régions.

En 1943, les organisations armées des différents mouvements de la résistance se réunissent au sein des Forces françaises libres (FFI), tandis que les FTP conservent leur autonomie. Les maquis FFI et FTP, alimentés par les réfractaires du Service du travail obligatoire (STO), grossissent. Les réseaux implantés par le Bureau des opérations aériennes (BOA) de la France libre et les réseaux britanniques du *Secret operation executive* (SOE) s'implantent, les premiers parachutages apportent des armes, les actions de sabotage se développent. La Résistance se structure et s'unifie, mais elle est décimée par des arrestations en chaîne, souvent déclenchées par des dénonciations ou des informations arrachées sous la torture par les agents de la *Gestapo*, et amplifiées en raison de l'interpénétration des mouvements (CDLR et CDLL dans la Marne) et des adhésions à plusieurs mouvements.

À partir de juin 1944, le déclenchement du plan Paul entraîne la formation de groupes FFI affectés à des terrains choisis pour recevoir des armes et d'éventuels commandos de parachutistes alliés. Ces groupes doivent se tenir prêt à aider aux opérations de parachutages, en prenant position sur ces terrains, à les défendre en cas d'attaque allemande, éventuellement à épauler les commandos de parachutistes dans des opérations de guerre.

L'aide apportée dans l'application du Plan Paul aux *Jedburghs*, c'est-à-dire aux équipes mixtes d'officiers et sous-officiers anglo-saxons et français, parachutées pour appuyer l'action des FFI (Andrew, Arnold, Bernard, Bunny, Cecil et Stanley), aux équipes des réseaux SOE (Juggler, Pedlar, Diplomat, Silversmith), puis aux troupes alliées dans la libération du territoire, entraînent une intensification de l'action et un gonflement des effectifs. On compte alors une trentaine de maquis dans les Ardennes. Des assauts très meurtriers sont lancés par les troupes allemandes contre le maquis des Manises dans les Ardennes, ceux de Voisines dans la Haute-Marne et de Mussy-Grancey dans l'Aube. La coordination entre maquis FFI, maquis FTP et équipes d'officiers alliés parachutés fonctionne bien dans l'Aube, mais assez mal dans la Marne.

En août 1944, selon les rapports des chefs départementaux FFI, peut-être un peu surévalués, environ 20 000 Champardennais sont engagés dans les rangs de la Résistance, un chiffre à comparer avec les 5 582 cartes de Combattant volontaire de la Résistance (CVR) délivrées après la guerre à ceux qui ont voulu faire reconnaître leur engagement dans la Résistance.

Dans la Marne, le chef des FFI, Pierre Bouchez, de CDLR, est un officier de réserve, responsable des organisations patronales de la région de Reims maintenu par Vichy. Le président du Comité départemental de libération (CDL), Michel Sicre, est un militant communiste, secrétaire avant-guerre du syndicat des Transports parisiens, qui a organisé le Front national en Franche-Comté avant d'être envoyé dans la Marne en 1943.

Dans les Ardennes, le chef des FFI, le commandant Fournier de l'OCM, est un garçon coiffeur résistant de la première heure, et le président du CDL, le docteur Jullich, est l'ancien président radical-socialiste du conseil général.

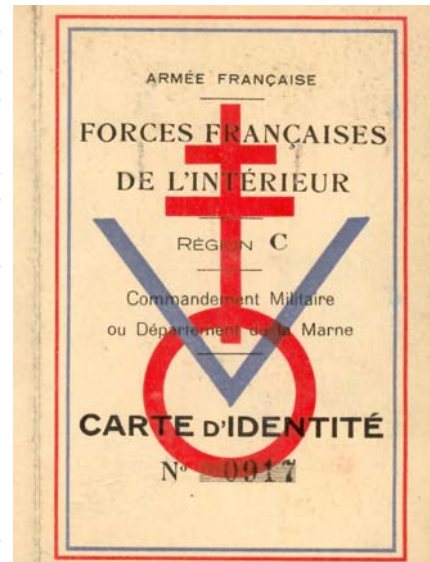
Dans l'Aube le chef des FFI, le commandant Alagiraude, directeur du Centre de libération des prisonniers de guerre de Troyes, vient de l'Armée secrète, et Gabriel Thierry, président du CDL, de Libé-Nord.

Dans la Haute-Marne, le chef des FFI, le colonel de Grouchy, de l'Organisation militaire de l'armée (ORA), est un officier à la retraite, tandis que le président du CDL, Robert Vauthier, représente le parti socialiste.

L'appartenance des chefs départementaux FFI et des présidents des CDL illustre les rapports de force entre les différentes composantes socio-politiques de la Résistance, et en particulier les enjeux de la rivalité entre vichysto-résistants, gaullistes, socialistes et communistes pour le partage des responsabilités à la Libération. ■

Contributeurs :

- Philippe LECLER pour les Ardennes
- Jean-Pierre HUSSON pour la Marne
- Christian LAMBART et Sébastien TOUFFU pour l'Aube
- Lionel FONTAINE, André GROSSETÊTE, Delphine HENRY et Marie-Claude SIMONNET pour la Haute-Marne



Carte d'identité de volontaire des Forces françaises de l'intérieur établie par le commandant Bouchez, chef des FFI de la Marne. Source : Archives des FTP de la Marne © Jean-Pierre Husson

La Résistance en Haute-Marne par l'équipe AERI de Haute-Marne

Spécificité du département

La situation géographique du département à cheval sur trois anciennes provinces : Bourgogne, Champagne et Lorraine, explique l'importance et la spécificité de la Résistance en Haute-Marne. Le plateau de Langres est une zone de passage et de partage : les sources envoient leurs eaux pour moitié vers la Méditerranée ou la mer du Nord. Les itinéraires des envahisseurs passent par des chemins qui sont devenus les voies romaines et les autoroutes modernes ont repris ces tracés. Les bâtisseurs contemporains ont respecté ces lignes de transport et, par exemple, les canalisations de gaz entre la Méditerranée et l'est de l'Europe se rejoignent sur le plateau de Langres avant de réexpédier le gaz vers la région parisienne.

Trop souvent envahis et pillés, les anciens ayant pris conscience de la vulnérabilité de leurs villes, ont édifié des fortifications : celles de Langres en particulier, sur des assises très anciennes, ainsi que des forts disposés en arc de cercle, à des distances variables de la ville. Sept forts s'ajoutent à la citadelle de Langres. Même si ces mastodontes n'ont pas servi lors de l'invasion en 1940, les Alliés

prennent beaucoup de précautions lors des poussées de la libération de la France pour ne pas se heurter à des défenses qui les auraient retardés.

Dès les premiers jours de l'Occupation, le commandement allemand définit deux zones qui coupent le département en deux entités administratives et militaires, du nord au sud : la zone simplement occupée, comme la plus grande partie de la France, bien différente de la zone interdite, dite plus spécifiquement "réservée" (sous-entendu : à la colonisation allemande) à l'est du canal de la Marne à la Saône. Jusqu'en 1942, date de l'occupation totale du territoire français, cette ligne de démarcation constitue une rupture. Des familles sont séparées. Des travailleurs voyagent chaque jour entre leurs domiciles et leurs lieux de travail de part et d'autre de la ligne. Tel instituteur regarde son école de l'autre côté de sa résidence. L'aide à la fuite des soldats qui refusent de devenir des prisonniers, en les aidant à franchir cette frontière qui nécessite un *Ausweis*, est la première forme de résistance dans le département.

Deux années plus tard, les filières d'évasion des aviateurs alliés, essentiellement anglais, utilisent le relief : de forêt

en forêt, en suivant la ligne à haute tension, ils gagnent la Suisse. Car les forêts de la Haute-Marne, profondes et étendues, constituent un ensemble d'abris qui ont servi autant aux soldats africains des régiments de tirailleurs en juin 1940 qu'aux réfractaires au STO, puis aux maquis.

L'organisation progressive de la Résistance

Après des mois d'étouffement, les premiers patriotes commencent véritablement à s'organiser. Le nord et le sud du département évoluent différemment.

- au nord, sociologiquement plus "ouvrier", à Saint-Dizier surtout, sous l'impulsion de Raoul Laurent, membre actif de la SFIO et de la CGT, des réseaux se mettent en place. Ils se développent progressivement dans le sillage de Libé-Nord. Mais ces réseaux n'ont que peu de contacts avec les Forces françaises libres et ne disposent que de peu d'armement. Cependant l'esprit de Résistance et la solidarité avec les clandestins, bien vivants, se manifestent par de nombreux actes de sabotage dans les usines bragardes réquisitionnées au service de l'ennemi afin de réduire la production d'armement et par une large diffusion de tracts